
engagements en faveur de nouvelles directions globales, sur la base d'objectifs coordonnés et moyennant un certain partage équitable du fardeau.

Dans ce sens, il sied que les dirigeants au Sommet se rendent aux pressions de leurs pairs en vue de progresser vers l'adoption d'objectifs façonnés d'un commun accord, qu'ils soient disposés à " déroger " à leurs " instructions " nationales en faveur d'un intérêt plus global et ainsi se faire les promoteurs des changements nécessaires auprès de leurs populations respectives. Ainsi donc, les sommets ont effectivement des incidences sur l'élaboration des politiques à l'échelle nationale ; mais ces incidences ne sont pas toujours directes et les instruments et les techniques à utiliser en exécution des ententes intervenues aux sommets dépendront nécessairement de la conjoncture dans chaque pays.

**Il faut réaffirmer
les engagements**

La plupart des dirigeants qui prendront part au prochain Sommet sont nouveaux (ou réélus). Le président Reagan et les premiers ministres Suzuki du Japon et Forlani de l'Italie ont été récemment portés au pouvoir. Le président Thorn de la Commission de la Communauté européenne est entré en fonction au début de 1981. Le chancelier allemand Schmidt a été réélu l'automne dernier et les élections présidentielles en France se tiendront en mai prochain. Puisqu'un grand nombre des participants viennent d'accéder au pouvoir et que la plupart d'entre eux peuvent compter rester en fonctions durant un bon moment, il est opportun et peut-être essentiel que les dirigeants se penchent ensemble sur leurs objectifs respectifs, sur les grandes questions auxquelles l'Occident doit faire face et sur la façon de s'attaquer à ces questions. Ils se doivent de réaffirmer leur engagement en faveur des consultations de manière à éviter dans la mesure du possible les surprises désagréables ou les actes unilatéraux, compte tenu tout particulièrement des perspectives incertaines dans les secteurs monétaire et financier, et au niveau des échanges commerciaux et du protectionnisme. Ils voudront peut-être, à un certain moment, dépasser ces initiatives pour chercher à établir une sorte de programme commun, comme ils l'ont déjà fait dans une certaine mesure pour l'énergie, et peut-être même envisager d'autres dispositions en vue de sa mise à exécution, tout en reconnaissant évidemment qu'il leur faudra aussi continuer d'oeuvrer avec leurs partenaires au sein des instances internationales existantes.

**La position du
Canada**

Au Canada, nous attachons une grande valeur aux Sommets occidentaux. Ils devraient continuer d'exister pour s'occuper du genre de choses dont ils s'occupent maintenant et, à mon avis, ils pourraient faire utilement un pas de plus en adoptant progressivement ce que j'appellerai le point de vue macro-politique. D'une certaine façon, je pense que les pays du monde industriel ont besoin d'un point de rencontre qui leur permette de concerter leurs vues et leurs objectifs ainsi que leurs politiques et leurs activités au regard des problèmes de source extérieure qui se posent pour l'Ouest, ainsi que de concerter les relations entre les démocraties industrialisées.

Du point de vue du Canada, il importe particulièrement que ce genre de consultation et de concertation prenne effectivement place avec nos alliés les plus proches, car nous nous retrouvons dans une position très délicate lorsque surviennent des divergences persistantes et sérieuses entre, par exemple, les États-Unis et des pays importants de la Communauté européenne ou le Japon ; je pense entre autres aux problèmes monétaires du début des années 70, aux questions commerciales ou aux